



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 21 DÉCEMBRE 2022  
GEMEENTERAAD VAN 21 DECEMBER 2022**

NOTES EXPLICATIVES  
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

21.12.2022/A/0001 **Communication.**

---

**Mededeling.**

---

21.12.2022/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 23 novembre 2022;  
approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 23 novembre 2022, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 23 november 2022;  
goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 23 november 2022. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

---

21.12.2022/A/0003 **Règlement relatif à la distribution de bons d'achat aux habitants de la Commune de Saint-Josse-ten-Node en vue de soutenir les commerces locaux et le pouvoir d'achat des ménages durant la crise énergétique et l'inflation croissante.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Considérant les prix très élevés qui ont été observés sur les marchés de l'électricité depuis septembre 2021 ;

Considérant l'inflation croissante constatée en Belgique ;

Considérant les montants considérables des factures de gaz demandés aux citoyen-ne:s par les fournisseurs d'énergie ;

Considérant l'ensemble des mesures prises par le gouvernement fédéral visant à soutenir la population face à la hausse des factures d'énergie et la mise en place de mesures d'aide destinées à mieux protéger les ménages belges ;

Considérant cependant que ces aides temporaires ne permettront pas de soutenir durablement les citoyens.ne.s face à l'augmentation conséquente et constante du cout de la vie ;

Considérant qu'il convient d'aider la population à faire face à ces augmentations par une hausse de son pouvoir d'achat ;

Considérant que les revenus les plus faibles et la classes moyennes sont largement impactés par ces augmentations successives ;  
Considérant que le réseau de commerces installés sur le territoire de la commune facilite la vie des citoyens communaux ;  
Considérant qu'il constitue en tant que tissu économique local, un élément indéniable contribuant à la qualité de la vie sur le territoire communal ;  
Considérant les données démographiques spécifiques à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode dont la population se trouve parmi la plus pauvre du pays, et, a fortiori, en Région de Bruxelles-Capitale ;  
Considérant l'expérience acquise et les résultats positifs obtenu lors de la première édition des chèques de consommation locale et solidaire ;  
Considérant l'utilité de dupliquer le modèle sous une forme quasiment similaire au vu de l'évaluation globalement positive du dispositif ;  
Considérant que la démonstration du fait, qu'à travers ce type d'initiative, il soit possible de poursuivre à la fois l'objectif de soutenir nos commerces locaux et le pouvoir d'achat de nos administrés par la délivrance de bons d'achats aux habitants de la Commune, lesquels ne pourraient être utilisés que dans les commerces locaux ;  
Considérant qu'il convient dès lors, au niveau communal d'agir et de soutenir la population présente sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode qui est durement impactée par la crise énergétique actuelle ;  
Considérant qu'il y a lieu de protéger l'authentification des chèques à la consommation afin d'éviter toute tentative de falsification et qu'il y a dès lors lieu de faire appel à un adjudicataire externe en demandant d'intégrer à l'impression une bande holographique et/ou un filet de sécurité ;  
Considérant qu'il y a lieu d'assurer une communication du présent règlement et de son dispositif tant auprès des commerçants locaux que des habitants de la Commune ;  
Considérant que la volonté de la présente décision vise à favoriser l'ensemble du tissu économique local ;  
Considérant les moyens et capacités budgétaires de la commune ;  
Considérant que la dépense résultant de la présente sera supportée par le budget ordinaire 2022 ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- D'imputer le montant de 300.000 euros afférent à la distribution de bons d'achats aux habitants de la Commune en exécution du présent règlement, et ce à l'article 1400/331-01 du budget ordinaire 2022 ;
- D'adopter le règlement relatif à la distribution de bons d'achat aux habitants de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode en vue de soutenir les commerces locaux et le pouvoir d'achat des ménages durant la crise énergétique dans un contexte d'inflation croissante, tel que repris ci-après :

Article 1<sup>er</sup> :

Dans les limites du crédit disponible à l'article budgétaire 1400/331-01 de l'exercice ordinaire 2022, et sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente au présent règlement, le Collège des Bourgmestre et échevins procédera auprès des habitants de la Commune à la distribution de bons d'achat permettant de bénéficier des biens et services proposés par les commerces locaux dans le cadre de la lutte contre les effets économiques liées à la crise énergétique et l'inflation croissante.

Les bons d'achat seront distribués aux citoyens à partir du 6 février 2023, sous réserve de l'évolution de la crise énergétique et de l'inflation, suivant les modalités et

conditions reprises ci-après.

## Article 2 :

Pour l' application du présent règlement, il faut entendre par

- « Bon d'achat » : mode de paiement local distribué par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode auprès des habitants de la Commune répondant aux conditions prévues par le présent règlement et à utiliser exclusivement auprès des commerces locaux en vue d'y bénéficier des services et/ou biens proposés suivant les modalités reprises par le présent règlement.

Les bons d'achats sont répartis en 3 codes couleur :

- Commerces essentiels : bon d'achat rouge ;
- Commerces non essentiels : bon d'achat vert ;
- Horeca, restauration et débits de boissons : bon d'achat bleu.

1. **Commerces essentiels (code couleur rouge):** boulangeries ; alimentation ; boucheries ; opticiens ; magasins de bricolage ; night-shops ; librairies ; poissonneries ; fleuristes ; garagistes ; commerces d'articles d'hygiène personnelle ; pharmacies.
2. **Commerces non essentiels (code couleur vert)** : cordonneries ; magasins de vente de vêtements et de chaussures ; salons de coiffure ; agences de voyages ; bijouteries ; magasins d'accessoires automobiles ; magasins de retouche ; drogueries ; magasins de pièces détachées ; magasins de cadres ; nettoyages à sec ; instituts de beauté ; magasins de photographies/multimédia/électroménager ; commerces d'articles pour bébés ; commerces d'accessoires de G.S.M. ; commerces de vente de chicha ; commerces d'articles de beauté/cosmétiques ; imprimeries ; horlogeries; car-wash ; commerces de tapis et de peinture.
3. **Horeca, restauration et débits de boissons (code couleur bleu)** : débits de boissons ; restaurants ; snacks ; pizzerias ; friteries ; sandwicheries, fromageries.

## Article 3 :

§1er. Sous réserve du respect des conditions reprises au présent règlement, le bon d'achat s'élève en fonction de la catégorie de personnes visées aux montants suivants :

- Cinq bons d'achat de 5 euros (2 verts ; 2 bleus et 1 rouge), pour un total de 25 euros, par habitant adulte, majeur, inscrit provisoirement ou de manière définitive au sein des registres officiels de la population de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode à la date du 14 décembre 2022. Lorsqu'il s'agit d'un ménage, le chef de ménage recevra les bons d'achat afférents à sa personne et à l'ensemble des bénéficiaires majeurs se trouvant dans son ménage. Celui-ci pourra valablement donner procuration à une tierce personne en vue d'obtenir ces bons d'achat.
- Deux bons d'achat de 5 euros (1 vert et 1 bleu), pour un total de 10 euros, par enfant mineur, inscrit provisoirement ou de manière définitive au sein des registres officiels de la population de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode à la date du 14 décembre 2022. Le chef de ménage recevra les bons d'achat afférents aux enfants mineurs se trouvant dans son ménage. Celui-ci pourra

valablement donner procuration à une tierce personne en vue d'obtenir ces bons d'achat.

Les bons d'achat sont délivrés à l'ensemble de la population de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, à l'exclusion des classes sociales supérieures. Ces dernières sont déterminées sur base des revenus maxima par personne(s) à charge et par ménage correspondant aux conditions d'octroi d'allocations d'études secondaires :

Personne(s) à charge	Revenus maxima
0	24.395,55€
1	31.900,44€
2	38.938,87€
3	45.503,25€
4	51.601,18€
5	57.699,11€
Par personne supplémentaire.... Ajouter : 6.097,93€	

§2. Les bons repris ci-avant sont délivrés une seule fois par bénéficiaire à partir du 6 février 2023, sous réserve de l'évolution de la crise énergétique et de l'inflation croissante, et ne pourront être utilisés par les habitants que durant la période comprise entre le 6 février 2023 et le 6 août 2023.

§3. Chaque bon d'achat devra faire l'objet d'une utilisation unique pour le total du montant de sa valeur sans qu'aucun remboursement en espèces ne puisse intervenir de la part d'un commerçant repris à l'article 2.

#### Article 4 :

§1er. La procédure administrative d'octroi du bon d'achat est la suivante :

1<sup>0</sup> Suivant les modalités reprises à l'article 3, §2, la Commune procédera à une distribution des bons d'achat repris à l'article 3 au travers d'une distribution réalisée par le personnel communal au sein de trois lieux accessibles au public.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins fixera ces lieux et les modalités de distribution des bons d'achat.

Ces bons ne pourront être utilisés par les citoyens au sein des commerces locaux que durant la période comprise entre le 6 février 2023 et le 6 août 2023.

2<sup>0</sup> Un adjudicataire externe procédera à l'impression des bons d'achat en veillant à leur sécurité et à leur identification.

3<sup>0</sup> Les bénéficiaires ou les commerçants visés par le présent règlement pourront adresser toute demande relative au présent règlement, soit directement auprès du service des classes moyennes (rue des Deux Eglises, 131 à 1210 Bruxelles [classesmoyennes@sjtn.brussels](mailto:classesmoyennes@sjtn.brussels)), soit en adressant leur demande par courrier au Collège des bourgmestre et échevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 13 à 1210 Bruxelles.

#### Article 5 :

§1<sup>er</sup>. Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé, d'une part, d'assurer la délivrance des bons d'achat auprès des bénéficiaires durant la période reprise à l'article 1<sup>er</sup> et, d'autre part, procédera au règlement financier des bons d'achat transmis par les commerçants repris à l'article 2.

Les commerçants pourront introduire mensuellement une demande unique de remboursement des bons d'achat obtenus durant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> mars 2023 et le 31 août 2023 inclus en adressant leur demande de remboursement unique

auprès du service des classes moyennes, soit par courrier recommandé à adresser à l'adresse suivante : rue des Deux Eglises, 131 à 1210 Bruxelles, soit par dépôt auprès de ce service en prenant préalablement rendez-vous auprès de celui-ci par mail : [classesmoyennes@sjtn.brussels](mailto:classesmoyennes@sjtn.brussels). Un accusé de réception sera délivré ou notifié au commerçant au moment de la réception de sa demande.

Les commerçants introduiront leur demande de remboursement en utilisant le formulaire *ad hoc* de demande, dûment complété, lequel est disponible en ligne sur le site de la Commune ou sur simple demande auprès du service précité : [classesmoyennes@sjtn.brussels](mailto:classesmoyennes@sjtn.brussels).

Ils joindront à leur demande les exemplaires officiels des bons d'achat dont ils sollicitent le remboursement.

Après le 31 août 2023, aucun bon d'achat ne sera accepté ni remboursé.

§2. Le Collège des Bourgmestre et Echevins procédera également, d'une part, à l'envoi de courriers informatifs auprès des commerçants visés par le présent règlement, et, d'autre part, procédera à la distribution d'un toute-boîtes permettant la diffusion auprès des habitants du présent règlement et des modalités y afférentes. Cette communication pourra également intervenir au travers des différents canaux habituels de la commune : revue communale ; site internet de la Commune ; réseaux sociaux ; etc.

§3. Enfin, Le Collège des Bourgmestre et Echevins procédera également à la publication et à la diffusion d'un communiqué de presse permettant d'assurer une communication optimale du présent règlement et des modalités y afférentes.

#### Article 6

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est compétent pour traiter tout litige afférent au présent règlement, dont ceux liés à son interprétation.

#### Article 7

Sans préjudice des dispositions du Code pénal, les bons d'achats délivrés par la Commune en vertu du présent règlement et les remboursements effectués auprès des commerçants devront être remboursés à la commune de Saint-Josse-ten-Noode ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision du recouvrement en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse en vue de bénéficier des droits prévus par le présent règlement.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ne pourra pas être tenu responsable de toute dommage résultant de l'utilisation frauduleuse des bons d'achat prévus par le présent règlement ou de leur falsification ou imitation.

#### Article 8

Le présent règlement entre en vigueur cinq jours après sa publication conformément à l'article 114 de la nouvelle loi communale, et ce sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente.

---

**Reglement betreffende de verdeling van aankoopbonnen aan de inwoners van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node om de lokale handelszaken en de koopkracht van de gezinnen te ondersteunen tijdens de energiecrisis en de stijgende inflatie.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de zeer hoge prijzen die werden vastgesteld op de elektriciteitsmarkten sinds september 2021;

Overwegende de stijgende inflatie in België;

Overwegende de aanzienlijke bedragen van de gasfacturen die energieleveranciers de burgers in rekening brengen;

Overwegende alle maatregelen van de federale regering ter ondersteuning van de bevolking tegen de stijging van de energiefacturen en de uitvoering van steunmaatregelen om de Belgische gezinnen beter te beschermen;

Overwegende echter dat deze tijdelijke hulp geen blijvende steun zal bieden aan de burgers die geconfronteerd worden met de aanzienlijke en voortdurende stijging van het levensonderhoud;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de bevolking te helpen deze stijgingen op te vangen door hun koopkracht te verhogen;

Overwegende dat de laagste inkomens en de middenklasse in ruime mate door deze opeenvolgende stijgingen worden getroffen;

Overwegende dat het netwerk van handelszaken op het grondgebied van de gemeente het leven van de gemeentelijke burgers vergemakkelijkt;

Overwegende dat het als lokaal economisch weefsel een onmiskenbaar element vormt dat bijdraagt tot de levenskwaliteit op het gemeentelijk grondgebied;

Gelet op de specifieke demografische gegevens van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, waarvan de bevolking tot de armste van het land en a fortiori van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoort;

Overwegende de ervaring en de positieve resultaten van de eerste editie van de lokale en solidaire consumptiecheques;

Overwegende het nut om het model te herhalen in een vrijwel gelijke vorm gezien de algemene positieve evaluatie van de actie;

Overwegende het bewezen feit dat met dit soort initiatieven zowel de doelstelling van ondersteuning van onze lokale handelaars als de koopkracht van onze burgers kan worden nagestreefd door aan de inwoners van de gemeente aankoopbonnen uit te reiken die enkel in lokale handelszaken kunnen worden gebruikt;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om op gemeentelijk niveau op te treden en de bevolking op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, die zwaar wordt getroffen door de huidige energiecrisis, te ondersteunen;

Overwegende de noodzaak om de authenticatie van de consumptiecheques te beschermen tegen elke poging tot vervalsing en dat het bijgevolg noodzakelijk is om een beroep te doen op een externe opdrachtnemer om een holografische strip en/of een veiligheidsnet in het drukproces te integreren;

Overwegende dat het noodzakelijk is om te zorgen voor de communicatie van dit reglement en de bepalingen ervan aan zowel de lokale handelaars als de inwoners van de Gemeente;

Overwegende dat het onderhavige besluit erop gericht is het gehele lokale economische weefsel te bevorderen;

Gelet op de middelen en budgettaire draagkracht van de gemeente;

Overwegende dat de hieruit voortvloeiende uitgaven zullen worden gefinancierd door de gewone begroting 2022;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

- Om het bedrag van 300.000 euro in te schrijven voor de verdeling van aankoopbonnen aan de inwoners van de Gemeente in uitvoering van dit

reglement, en dit op artikel 1400/331-01 van de gewone begroting 2022;

- Om het reglement goed te keuren betreffende de verdeling van aankoopbonnen aan de inwoners van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node teneinde de lokale handelszaken en de koopkracht van de gezinnen te ondersteunen tijdens de energiecrisis en de stijgende inflatie, zoals hieronder uiteengezet:

#### Artikel 1 :

Binnen de beperkingen van de beschikbare kredieten op de begrotingsartikelen 1400/331-01 van het gewone dienstjaar 2022 en onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit reglement, zal het College van Burgemeester en Schepenen overgaan tot de uitreiking van aankoopbonnen aan de inwoners van de Gemeente om hen in staat te stellen te genieten van de goederen en diensten die door lokale handelszaken worden aangeboden in het kader van de strijd tegen de economische gevolgen van de energiecrisis en de stijgende inflatie.

De aankoopbonnen worden aan de burgers verdeeld vanaf 6 februari 2023, afhankelijk van de evolutie van de energiecrisis en de inflatie, volgens de onderstaande modaliteiten en voorwaarden.

#### Artikel 2 :

Voor de toepassing van dit reglement, dient te worden verstaan onder :

- « Aankoopbon » : lokaal betaalmiddel dat door de Gemeente Sint-Joost-ten-Node wordt uitgedeeld aan de inwoners van de Gemeente die voldoen aan de voorwaarden van dit reglement en dat uitsluitend mag worden gebruikt in lokale handelszaken om te kunnen genieten van de diensten en/of goederen die worden aangeboden volgens de voorwaarden van dit reglement.

De bonnen zijn onderverdeeld in 3 kleurcodes:

- Essentiële handelszaken : rode aankoopbon ;
- Niet- essentiële handelszaken : groene aankoopbon ;
- Horeca, restaurant- en drankgelegenheden : blauwe aankoopbon.

1. **Essentiële handelszaken (kleurcode rood) :** bakkerij ; voedingswinkels ; slagerij ; opticiens; doe-het-zelf winkels; nachtwinkels; krantenwinkels; viswinkels; bloemisten; garages; winkels voor persoonlijke hygiëne; apotheken.
2. **Niet-essentiële handelszaken (kleurcode groen) :** schoenmakers; kleding- en schoenenwinkels; kapsalons; reisbureaus; juweliers; winkels met auto-onderdelen; naaiwinkels; drogisterijen; winkels met toebehoren; kader- en lijstenwinkels; stomerijen; schoonheidssalons; winkels voor foto's/multimedia/huishoudtoestellen; winkels met baby-artikelen; winkels voor GSM-toebehoren; shisha shops; schoonheids-/cosmeticawinkels; drukkerijen; klokken; carwash; tapijt- en verfwinkels.
3. **Horeca, restaurant- en drankgelegenheden (kleurcode blauw) :** drankgelegenheden, restaurants ; snacks ; pizzeria's ; frituren ; broodjesbars, kaaswinkels.

### Artikel 3 :

§1. Onder voorbehoud van de naleving van de voorwaarden vastgesteld in dit reglement, bedraagt de aankoopbon, afhankelijk van de categorie van betrokken personen de volgende bedragen :

- Vijf aankoopbonnen van 5 euro (2 groene ; 2 blauwe en 1 rode), voor een totaal van 25 euro, per volwassen inwoner, ouder dan 18 jaar, voorlopig of definitief ingeschreven in de officiële bevolkingsregisters van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node op 14 december 2022. Wanneer het een gezin betreft, ontvangt het gezinshoofd de aankoopbonnen die op hem/haar en alle volwassen begunstigden in zijn/haar huishouden betrekking hebben. Het gezinshoofd kan een derde persoon rechtsgeldig volmacht geven om deze aankoopbonnen te verkrijgen.
- Twee aankoopbonnen van 5 euro (1 groene en 1 blauwe), voor een totaal van 10 euro, per minderjarig kind, voorlopig of definitief ingeschreven in de officiële bevolkingsregisters van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node op 14 december 2022. Het gezinshoofd ontvangt de bonnen met betrekking tot de minderjarige kinderen in zijn of haar huishouden. Het gezinshoofd kan een derde persoon rechtsgeldig volmacht geven om deze aankoopbonnen te verkrijgen.

De aankoopbonnen worden uitgereikt aan de gehele bevolking van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, met uitzondering van de hogere sociale klassen. Deze laatste worden vastgesteld op basis van het maximuminkomen per persoon ten laste en per huishouden dat overeenstemt met de toekenningsvoorwaarden van toelagen voor het secundair onderwijs :

Perso(o)n(en) ten laste	Maximuminkomen
0	24.395,55€
1	31.900,44€
2	38.938,87€
3	45.503,25€
4	51.601,18€
5	57.699,11€
Per extra persoon.... Toevoegen :	6.097,93€

§2. De hierboven vermelde bonnen worden slechts één maal per begunstigde uitgegeven vanaf 6 februari 2023, onder voorbehoud van de evolutie van de energiecrisis en de stijgende inflatie, en mogen slechts door de inwoners worden gebruikt in de periode tussen 6 februari 2023 en 6 augustus 2023.

§3. Elke aankoopbon mag slechts één maal worden gebruikt voor het totale bedrag van de waarde ervan, zonder enige terugbetaling in contanten door een handelaar vermeld in artikel 2.

### Artikel 4 :

§1er. De administratieve procedure voor de toekenning van de aankoopbon is de volgende :

1° Volgens de modaliteiten vermeld in artikel 3, §2, gaat de Gemeente over tot de verdeling van de aankoopbonnen vermeld in artikel 3 via een verdeling door het gemeentepersoneel op drie plaatsen toegankelijk voor het publiek.

Het College van Burgemeester en Schepenen zal deze plaatsen en de modaliteiten van verdeling van de aankoopbonnen bepalen.

Deze bonnen mogen door de burgers enkel in de periode tussen 6 februari 2023 en 6 augustus 2023 in lokale handelszaken worden gebruikt.

2° Een externe opdrachtnemer drukt de aankoopbonnen af en zorgt voor de veiligheid



en identificatie ervan.

3° De begunstigden of handelaars waarop dit reglement betrekking heeft, kunnen iedere vraag met betrekking tot dit reglement hetzij rechtstreeks richten aan de dienst Middenstand (Tweekerkenstraat 131, 1210 Brussel, [middenstand@sjtn.brussels](mailto:middenstand@sjtn.brussels)), hetzij per brief aan het College van Burgemeester en Schepenen van Sint-Joost-ten-Node, Sterrenkundelaan 13, 1210 Brussel.

#### Artikel 5 :

§1er. Het College van Burgemeester en Schepenen wordt enerzijds belast met de uitreiking van de aankoopbonnen aan de begunstigden gedurende de periode vermeld in artikel 1, en zal anderzijds overgaan tot de financiële regeling van de aankoopbonnen doorgezonden door de in artikel 2 vermelde handelaars.

De handelaars kunnen maandelijks één enkele aanvraag tot terugbetaling indienen van de aankoopbonnen verkregen in de periode van 1<sup>ste</sup> maart 2023 tot en met 31 augustus 2023 door hun aanvraag tot eenmalige terugbetaling te richten aan de dienst Middenstand, hetzij per aangetekende brief naar het volgende adres : Tweekerkenstraat 131 te 1210 Brussel, hetzij door aflevering bij deze dienst na afspraak via mail : [middenstand@sjtn.brussels](mailto:middenstand@sjtn.brussels). Na ontvangst van zijn aanvraag wordt een ontvangstbevestiging afgegeven of betekend aan de handelaar.

De handelaars kunnen hun aanvraag tot terugbetaling indienen met behulp van het daartoe bestemde aanvraagformulier, naar behoren ingevuld, dat online beschikbaar is op de website van de Gemeente of op aanvraag bij de voormelde dienst: [middenstand@sjtn.brussels](mailto:middenstand@sjtn.brussels).

Zij dienen bij hun aanvraag de officiële exemplaren te voegen van de aankoopbonnen waarvoor zij de terugbetaling vragen.

Na 31 augustus 2023 worden geen aankoopbonnen meer aanvaard noch terugbetaald.

§2. Het College van Burgemeester en Schepenen zal tevens, enerzijds, informatieve brieven verzenden naar de handelaars bedoeld in dit reglement, en anderzijds een huis-aan-huis informatiebrief verdelen die de verspreiding van dit reglement en de bijhorende voorwaarden aan de inwoners mogelijk maakt. Deze communicatie kan tevens plaatsvinden via de verschillende gebruikelijke kanalen van de gemeente: gemeenteblad; gemeentelijke website; sociale netwerken enz.

§3. Tot slot zal het College van Burgemeester en Schepenen eveneens een persbericht publiceren en verspreiden om een optimale communicatie van dit reglement en de bijbehorende procedures te waarborgen.

#### Artikel 6

Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om ieder geschil met betrekking tot dit reglement te behandelen, met inbegrip van de geschillen over de interpretatie ervan.

#### Artikel 7

Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek, dienen de aankoopbonnen uitgereikt door de Gemeente krachtens dit reglement en de terugbetalingen aan de handelaars te worden terugbetaald aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de hierbij horende interesten berekend tegen de wettelijke rentevoet die van kracht is op de datum van de beslissing van de terugvordering in geval van onjuiste of frauduleuze

aangifte, om te kunnen genieten van de rechten die in dit reglement worden voorzien.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan niet aansprakelijk worden gesteld voor schade als gevolg van het frauduleuze gebruik van de aankoopbonnen voorzien in dit reglement of de vervalsing of imitatie ervan.

### Artikel 8

Dit reglement treedt in werking vijf dagen na de bekendmaking ervan overeenkomstig artikel 114 van de nieuwe gemeentewet, onder voorbehoud van de beslissing van de bevoegde toezichthoudende overheid.

---

## 21.12.2022/A/0004 **Règlement communal "Chèques-taxi"**

Le Conseil,

Considérant que, depuis 2008, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroie une subvention à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode pour l'acquisition de chèques-taxis;

Vu que les dits chèques-taxis sont destinés aux habitants de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode bénéficiant d'un revenu VIPO (statut BIM-intervention majorée), étant reconnus comme personnes à mobilité réduite et handicapées à plus de 66 % ou âgées de plus de 75 ans;

Considérant que le subside octroyé est de 12.045 euro;

Considérant qu'il est primordial d'avoir un règlement communal afin que les bénéficiaires des chèques-taxi connaissent leurs droits et leurs obligations ;

Considérant que le but d'un règlement communal « chèques-taxi » est de rassembler et fixer dans un seul et même document l'ensemble des règles quant à l'obtention des chèques-taxi

Considérant que le règlement repris en annexe décrit les droits et les obligations des bénéficiaires des chèques-Taxis ;

Décide :

D'approuver le règlement communal « chèques-taxi ».

---

## **Gemeentelijk reglement "taxicheques"**

De Raad,

Overwegend dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds 2008 een subsidie toekent aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node voor de aankoop van taxicheques;

Gezien het feit dat de bovengenoemde taxicheques bedoeld zijn voor de inwoners van de gemeente Sint-Joost-ten-Node die genieten van een VIPO-inkomen (verhoogde BIM-interventiestatus), erkend worden als personen met beperkte mobiliteit en voor meer dan 66% gehandicapt of ouder 75 jaar;

Overwegende dat de toegekende subsidie 12.045 euro bedraagt;

Overwegende dat het van essentieel belang is om een gemeentelijk reglement vast te stellen zodat de begunstigden van de taxicheques hun rechten en plichten kennen met betrekking tot het verkrijgen en het gebruik van taxicheques ;

Overwegende dat een gemeentelijk reglement "taxicheques" tot doel heeft alle regels betreffende het verkrijgen en het gebruik van taxicheques in één en

hetzelfde document te bundelen en vast te leggen ;  
Overwegende dat het bijgevoegde reglement de rechten en plichten van de begunstigen van de taxicheques beschrijft ;

Beslist:

het gemeentelijk reglement "taxicheques" goed te keuren.

---

21.12.2022/A/0005 **Recommandations sur le coliving; information.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale,  
Vu le Code bruxellois d'aménagement du territoire ;  
Considérant que le « coliving » constitue un nouveau secteur en plein essor du marché immobilier, dont le modèle consiste à transformer des immeubles pour en faire de grandes colocations ;  
Que le nombre de logements basés sur ce modèle ne cesse de croître à Bruxelles ;  
Considérant que ce type d'offre est particulièrement présent sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, raison pour laquelle le Collège des Bourgmestres et Echevins souhaite édicter des recommandations cadrant son développement ;

Décide :

De prendre pour information la note de recommandations sur le coliving ci-annexée et faisant partie intégrante de la présente délibération.

La présente délibération ne sera pas transmise à l'Autorité de Tutelle conformément aux dispositions de l'ordonnance du 14 mai 1998 ainsi qu'à celles de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relative à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative telles qu'en vigueur à ce jour.

---

**Aanbevelingen over co-living; informatie.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet,  
Gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening;  
Overwegende dat "co-living" een nieuwe en snelgroeiende sector van de vastgoedmarkt is, waarvan het model erin bestaat gebouwen om te vormen tot grote colocaties;  
Dat het aantal woningen volgens dit model in Brussel voortdurend toeneemt;  
Overwegende dat dit soort aanbod bijzonder aanwezig is op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, waardoor het College van Burgemeesters en Schepenen aanbevelingen wenst te formuleren voor de ontwikkeling ervan;

Beslist :

Ter informatie te nemen de hierbij gevoegde nota met aanbevelingen betreffende co-living, die integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging.

Deze beraadslaging zal niet worden doorgezonden naar de Toezichthoudende Overheid overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 14 mei 1998 en van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het Administratief toezicht, zoals die tot op heden van kracht zijn.

---

21.12.2022/A/0006 **Appel à projet « Action Climat 2022 » ; approbation de la convention.**

Le Conseil,

Vu l'appel à projet « Action Climat 2022 » de Bruxelles Environnement ;  
Vu la décision du Collège du 14 juin 2022 de faire une demande de subside pour mettre en œuvre la gestion écologique au cimetière communal, situé Rue Henri Chomé 9 à 1030 Bruxelles ;  
Considérant que le dossier de candidature a été déposé en date du 14.06.2022 et que celui-ci a été retenu (confirmation par mail en date du 27.07.2022);  
Considérant que le montant du subside demandé s'élève à 18.500 € et que la commune doit participer à hauteur de 10%, c'est-à-dire 1.850 € ;  
Considérant que la commune doit approuver la convention et la retourner signée à Bruxelles Environnement ;  
Considérant que Bruxelles Environnement enverra ensuite la notification officielle d'engagement en ce compris l'arrêté de subvention et la convention signée par leurs dirigeants ;

Décide :

- D'approuver la convention dans le cadre de l'appel à projet « Action Climat 2022 » ;
- De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, de signer la convention annexée ainsi que tous les actes y afférents.

---

**Projectoproep « Klimaat Actie 2022 » ; goedkeuring van de overeenkomst.**

De Raad,

Gelet op de projectoproep « Klimaatactie 2022 » van Leefmilieu Brussel ;  
Gelet op het besluit van het College van 14 juni 2022 om een subsidie aan te vragen voor de uitvoering van het ecologisch beheer op de gemeentelijke begraafplaats, gelegen Henri Choméstraat 9 te 1030 Brussel ;  
Overwegende dat het aanvraagdossier werd ingediend op 14.06.2022 en dat het aanvraagdossier is geselecteerd (bevestiging per mail op 27.07.2022);  
Overwegende dat de gevraagde subsidie 18.500 € bedraagt en de gemeente 10% moet bijdragen, hetzij 1.850 € ;  
Overwegende dat de gemeente de overeenkomst dient goed te keuren en ondertekend terug te zenden naar Leefmilieu Brussel ;  
Overwegende dat Leefmilieu Brussel vervolgens de officiële kennisgeving van inschrijving zal toezenden, met inbegrip van het subsidiebesluit en de overeenkomst ondertekend door hun leidinggevenden ;

Beslist:

- Om de overeenkomst in het kader van de projectoproep "Klimaatactie 2022" goed te keuren ;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, te belasten met de ondertekening van bijgevoegde overeenkomst en alle verwante handelingen.

---

21.12.2022/A/0007 **Plan bruit « quiet.saintjosse » 2023 – 2028 ; approbation.**

Le Conseil,

Considérant l'impact du bruit sur la santé humaine (perturbation du sommeil, augmentation du risque de maladies cardio-vasculaires, etc.) et sur l'urbanisation (la tranquillité est un critère de poids pour la qualité de l'habitat) ;

Considérant que le bruit n'est pas encore une préoccupation environnementale majeure ;

Vu l'Ordonnance cadre du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain ;

Vu le plan bruit régional « quiet.brussels » ;

Considérant que le plan bruit communal « quiet.saintjosse » vise à réduire les nuisances sonores sur le territoire de Saint-Josse ;

Considérant que le plan « quiet.saintjosse » reprend les trois thématiques suivantes :

- Le trafic routier
- Les bruits de voisinage
- Les espaces verts

Considérant que le plan « quiet.saintjosse » met en évidence 7 objectifs phare :

- Sensibiliser les usagers de la route
- Améliorer les infrastructures urbaines
- Réduire les nuisances sonores des véhicules
- Renforcer la surveillance sur le terrain
- Sensibiliser la population
- Améliorer l'acoustique du bâti
- Réduire les nuisances sonores dans les parcs et jardins publics ;

Considérant que la Commune de Saint-Josse sera la première commune bruxelloise à adopter un plan bruit communal ;

Décide :

D'adopter le plan bruit communal 2023-2028 « quiet.saintjosse ».

---

**Geluidsplan « quiet.sintjoost » 2023 – 2028 ; goedkeuring.**

De Raad,

Overwegende de impact van lawaai op de volksgezondheid (slaapstoornissen, verhoogd risico op hart- en vaatziekten, enz.) en op de stadsontwikkeling (rust is een belangrijk criterium voor de kwaliteit van de woonomgeving);

Overwegende dat lawaai nog geen belangrijk ecologisch aandachtspunt is;

Gelet op de kaderordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de bestrijding van geluidshinder in een stedelijke omgeving;  
Gelet op het regionale geluidsplan "quiet.brussels";  
Overwegende dat het gemeentelijk geluidsplan "quiet.sintjoost" tot doel heeft de geluidsoverlast op het grondgebied van Sint-Joost te verminderen;  
Overwegende dat het plan "quiet.sintjoost" de volgende drie thema's omvat :  
- Wegverkeer  
- Buurtlawaaai  
- Groene ruimten  
Overwegende dat het plan "quiet.sintjoost" 7 voornaamste doelstellingen benadrukt :  
- Sensibiliseren van de weggebruikers  
- Verbeteren van de stedelijke infrastructuur  
- Verminderen van de geluidsoverlast van voertuigen  
- Versterken van het toezicht op het terrein  
- Sensibiliseren van de bevolking  
- Verbeteren van de akoestiek van de gebouwen  
- Verminderen van de geluidsoverlast in openbare parken en tuinen;  
Overwegende dat de Gemeente Sint-Joost de eerste Brusselse gemeente zal zijn die een gemeentelijk geluidsplan goedkeurt;

Beslist :

Het gemeentelijk geluidsplan 2023-2028 "quiet.sintjoost" goed te keuren.

---

21.12.2022/A/0008 **Plan Particulier d'aménagement du territoire PPA N°26 « Quartier Nord » A.R. du 17/02/1967, abrogation partielle, Mise à l'enquête publique.**

Mesdames, Messieurs,

En séance du 13 mai 2020, le Conseil communal a décidé de lancer la procédure d'abrogation partielle du PPA n°26 ;

En conséquence, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à émettre l'avis suivant:

Vu le PPA n°26 délimité par l'avenue du Boulevard, le boulevard du Roi Albert II, la limite communale avec Schaerbeek et la rue du Progrès , adopté par arrêté Royal le 17/02/1967 ;

Considérant que ce PPA initial a fait l'objet de modifications successives par arrêté ministériel du 19/04/1990 pour les îlots 2,3,6,7 et 8, et par arrêtés Royaux, pour l'îlot 4 le 07/01/1974, pour l'îlot 5 le 15/04/1988 et pour l'îlot 9 le 12/04/1977 ;

Vu la décision du Collège du 10 décembre 2019 visant à interroger Perspective sur l'opportunité d'abroger le PPA et Bruxelles-Environnement pour que celui-ci statue sur la nécessité d'établir un rapport d'incidences ;

Vu le courrier de Bruxelles-Environnement du 23 décembre 2019 nous informant que la réalisation d'un rapport sur les incidences n'est pas nécessaire ;

Vu le courrier du 17 janvier 2020 de Perspective approuvant la proposition d'abrogation ;

Vu l'article 44 § 1 du Cobat qui requière l'avis de Perspective et de Bruxelles-Environnement avant l'enquête publique ;

Vu l'avis favorable de Perspective en date du 20/07/2020 demandant des documents complémentaires plus didactiques ;

Vu l'avis favorable de Bruxelles-Environnement en date du 28/07/2020 ;

Vu le complément de dossier fourni par le chargé d'étude CSD Ingénieurs Consuls sa ;

Vu l'article 48 § 2 du Cobat qui prévoit que le Conseil communal charge le Collège des Bourgmestre et Echevins de mettre à l'enquête publique l'abrogation du PPA ;

Décide:

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de mettre à l'enquête publique l'abrogation partielle du le PPA n°26 délimité par l'avenue du Boulevard, le boulevard du Roi Albert II, la limite communale avec Schaerbeek et la rue du Progrès , adopté par arrêté Royal le 17/02/1967 .

---

**Bijzonder plan van aanleg BPA N°26 « Noordwijk » K.B. van 17/02/1967 , gedeeltelijke opheffing, onderwerping aan openbaar onderzoek.**

Dames en Heren,

In zitting van 13 mei 2020 heeft de Gemeenteraad beslist om de gedeeltelijke opheffingsprocedure te lanceren van het BPA nr.26 ;

Bijgevolg nodigen wij u uit, Dames en Heren, om het volgende advies uit te brengen:

Gelet op het BPA nr. 26 afgebakend door de Bolwerklaan, de Koning Albert II-laan, de gemeentelijke grens met Schaerbeek en de Vooruitgangstraat goedgekeurd door het Koninklijk Besluit van 17/02/1967;

Overwegende dat dit initiële BPA het voorwerp heeft uitgemaakt van opeenvolgende wijzigingen bij ministerieel besluit van 19/04/1990 voor de huizenblokken 2,3,6,7 en 8, en bij Koninklijke besluiten, voor huizenblok 4 op 07/01/1974, voor huizenblok 5 op 15/04/1988 en voor huizenblok 9 op 12/04/1977 ;

Gelet op de beslissing van het College van 10 december 2019 om Perspective te ondervragen over de gepastheid van de opheffing van het BPA en Leefmilieu Brussel te vragen om te beslissen over de noodzaak om een effectenverslag op te stellen ;

Gelet op de brief van Leefmilieu Brussel van 23 december 2019 die ons informeert dat een effectenverslag niet nodig is;

Gelet op de brief van 27 januari 2020 van Perspective waarin het voorstel tot opheffing wordt goedgekeurd Gelet op artikel 44 § 1 van het BWRO, dat het advies van Perspective en Leefmilieu Brussel vereist vóór het openbaar onderzoek;

Gelet op het gunstig advies van Perspective op 22/07/2020 waarin om aanvullende documenten wordt gevraagd ;

Gelet op het gunstig advies van Leefmilieu Brussel op 05/08/2020;

Gezien de aanvullende dossier ingediend door de opdrachthouder CSD Ingénieurs Consuls sa ;

Gelet op artikel 48 § 2 van het BWRO dat bepaalt dat de Gemeenteraad het College van Burgemeester en Schepenen ermee belast om het opheffen van het BPA te onderwerpen aan openbaar onderzoek;

Beslist:

Om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met het onderwerpen aan openbaar onderzoek van de gedeeltelijke opheffing van het BPA nr. 26 afgebakend door door de Bolwerklaan, de Koning Albert II-laan, de gemeentelijke grens met Schaerbeek en de Vooruitgangstraat goedgekeurd door het Koninklijk Besluit van

---

21.12.2022/A/0009 **Mur pignon de l'immeuble sis chaussée de Louvain, 210 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; convention de location à des fins publicitaires ; approbation.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment en son article 117 ;

Considérant que la Commune est propriétaire du mur pignon du bien immeuble sis chaussée de Louvain, 210 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a, par sa décision du 8 février 1961, autorisé la SPRL AGENCE ROSSEL à placer des panneaux publicitaires sur le mur pignon précité ;

Considérant que l'autorisation d'utiliser à des fins publicitaires le mur pignon de l'immeuble dont question a été cédée à deux reprises, laquelle est actuellement détenue par la S.A. BELGIAN POSTERS ;

Considérant que c'est un bail verbal qui régit, à ce jour, les relations entre les parties ;

Considérant en outre la procédure judiciaire en cours introduite par la Commune à l'encontre de la SA BELGIAN POSTERS en raison du non-paiement du loyer convenu pour les années civiles 2017 à 2022 inclus ;

Considérant la réunion de conciliation qui s'est tenue le 19 octobre 2022 entre les parties ;

Considérant que celles-ci sont d'accord pour affirmer qu'un bail verbal est source de malentendus entre les parties et qu'un bail écrit est à présent nécessaire ;

Considérant que lors de la réunion précitée il été décidé, d'une part, de convenir d'un montant en faveur de la Commune pour régulariser les arriérés de loyers impayés couvrant les années civiles 2017 à 2022 afin d'éteindre définitivement la procédure judiciaire en cours ; qu'à ce sujet, la SA BELGIAN POSTERS est redevable de 40 000 euros à la Commune pour les années civiles 2017 à 2022 ;

Considérant que d'autre part, il a été décidé d'acter par écrit les droits et obligations de chaque partie dans une convention à partir de l'année civile 2023 ;

Considérant que tel est l'objet de la convention de location reprise en annexe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- D'approuver la convention de location reprise en annexe ;
- D'autoriser le Bourgmestre et la Secrétaire communale à réaliser, au nom du Collège communal, l'ensemble des actes s'y rapportant dont, et de manière non-limitative, la signature de la convention de location précitée.

---

**Gevelmuur van het gebouw gelegen Leuvensesteenweg 210 te 1210 Sint-Joosten-Node ; huurovereenkomst voor reclamadoeleinden; goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van de gevel van het gebouw aan de Leuvensesteenweg 210 in 1210 Sint-Joosten-Node ;



Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen bij besluit van 8 februari 1961 de SPRL AGENCE ROSSEL heeft gemachtigd om reclameborden op bovengenoemde gevel te plaatsen ;

Overwegende dat de vergunning om de gevel van het betrokken gebouw voor reclamedoeleinden te gebruiken tweemaal werd overgedragen, welke thans in handen is van S.A. BELGIAN POSTERS ;

Overwegende dat het een mondelinge overeenkomst betreft die tot op heden de betrekkingen tussen de partijen regelt ;

Overwegende tevens de lopende gerechtelijke procedure die door de Gemeente werd ingesteld tegen SA BELGIAN POSTERS wegens de niet-betaling van de overeengekomen huur voor de kalenderjaren 2017 tot en met 2022 ;

Overwegende de bemiddelingsvergadering die op 19 oktober 2022 plaatsvond tussen de partijen ;

Overwegende dat deze het erover eens zijn dat een mondelinge overeenkomst een bron van misverstanden tussen de partijen vormt en dat een schriftelijke huurovereenkomst thans noodzakelijk is ;

Overwegende dat tijdens bovengenoemde vergadering werd beslist om enerzijds een bedrag ten gunste van de Gemeente overeen te komen om de onbetaalde huurachterstand over de kalenderjaren 2017 tot en met 2022 te regulariseren teneinde de lopende gerechtelijke procedure definitief te beëindigen ; dat BELGIAN POSTERS SA in dit verband aan de Gemeente 40 000 euro verschuldigd is over de kalenderjaren 2017 tot en met 2022 ;

Overwegende dat anderzijds werd beslist om de rechten en verplichtingen van elke partij schriftelijk vast te leggen in een overeenkomst vanaf het kalenderjaar 2023 ;

Overwegende dat dit het doel is van de bijgevoegde huurovereenkomst ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- De bijgevoegde huurovereenkomst goed te keuren ;
- De Burgemeester en de Gemeentesecretaris te machtigen om namens het College alle hiermee verband houdende handelingen te verrichten, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, de ondertekening van bovengenoemde huurovereenkomst.

---

21.12.2022/A/0010 **Octroi du droit de la mise en place et la gestion d'un système de paiement par application mobile des emplacements de parking payant en voirie sur le domaine public communal - Concession.**

Le Conseil,

Vu les articles 117, 123 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant que pour les finances communales, il est nécessaire de proposer au Collège communal une procédure d'appel aux candidats en vue de désigner le concessionnaire qui pourra implémenter un système de paiement par application mobile des emplacements de parking payant en voirie sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant qu'en effet, conformément à la législation en matière de concessions domaniales, un appel d'offres est nécessaire pour l'octroi du droit de la mise en place et la gestion d'un système de paiement par application mobile des emplacements de parking payant en voirie sur ce domaine public communal afin de respecter les

principes de concurrence, de transparence et d'égalité ;

Vu la proposition du cahier des charges ci-joint précisant les conditions d'attribution et d'exploitation de la concession ;

Considérant qu'un appel d'offre public sera publié, conformément à la législation, par le biais de la plateforme E-procurement ;

Décide :

-D'approuver le cahier des charges ci-joint précisant les conditions d'attribution et l'implémentation d'un système de paiement par application mobile des emplacements de parking payant en voirie sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode;

-D'approuver le contrat de concession type auquel renvoie le cahier des charges ;

-D'autoriser le lancement d'un appel aux candidats en vue de désigner le concessionnaire qui exploitera la mise en place et la gestion d'un système de paiement par application mobile des emplacements de parking payant en voirie sur ce domaine public communal aux conditions prévues dans le cahier des charges – plusieurs concessionnaires peuvent être désignés si nécessaire.

---

**Het verlenen van het recht om een betaalsysteem via mobiele applicatie op te zetten en te beheren voor betalende parkeerplaatsen op de weg op het gemeentelijk openbaar domein - Concessie.**

De Raad,

Gelet op artikelen 117, 123 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat het voor de gemeentelijke financiën noodzakelijk is om aan het Gemeentecollege een procedure voor te stellen voor het oproepen van kandidaten om de concessiehouder aan te duiden die een betaalsysteem per mobiele applicatie zal kunnen invoeren voor betaalde parkeerplaatsen op de weg op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node;

Overwegende dat, overeenkomstig de wetgeving inzake domeinconcessies, een offerteoproep immers noodzakelijk is voor het verlenen van het recht om een betaalsysteem via mobiele applicatie op te zetten en te beheren voor betalende parkeerplaatsen op de weg op dit gemeentelijk openbaar domein, teneinde de beginselen van mededinging, transparantie en gelijkheid te eerbiedigen;

Gelet op het voorstel van het bijgevoegde bestek waarin de voorwaarden voor de toekenning en de exploitatie van de concessie worden gepreciseerd;

Overwegende dat, een openbare aanbesteding, in overeenstemming met de wetgeving, zal worden gepubliceerd via het E-procurement platform;

Beslist :

-om het bijgevoegde bestek goed te keuren houdende de voorwaarden voor de toekenning en implementatie van een betaalsysteem via mobiele applicatie voor betaalde parkeerplaatsen op de weg op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

-om de standaard concessieovereenkomst waarnaar het bestek verwijst, goed te keuren;

-om de lancering toe te staan van een kandidaatoproep met het oog op het aanwijzen van de concessiehouder die de invoering en het beheer van een mobiel betaalsysteem voor betaalde parkeerplaatsen op de weg van dit gemeentelijk openbaar domein zal exploiteren onder de voorwaarden voorzien in het bestek – indien nodig kunnen meerdere concessiehouders worden aangesteld.

Le Conseil,

Vu la Constitution, notamment ses articles 32, 170§4 et 173;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 137bis;

Vu le décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises;

Vu le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs du 17 juin 2013 et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 modifié par l'arrêté ministériel du 05 juillet 2022;

Vu le courrier électronique envoyé du 12 octobre 2022 par lequel le Service public fédéral intérieur transmettait aux Communes la circulaire eID ;

Considérant que cette circulaire précisait notamment que l'arrêté ministériel cité ci-avant fixe le tarif des rétributions d'application à dater du 1er janvier 2020 à charge des communes pour la délivrance des différentes catégories de cartes et documents d'identité électroniques repris dans l'arrêté;

Qu'au 1er janvier de chaque année, à partir du 1er janvier 2020, les montants de ces rétributions sont automatiquement revus sur la base des fluctuations de l'indice santé;

Que dès lors qu'à partir du 1er janvier 2023 le montant de l'ensemble des actes administratifs repris en page 2 de la circulaire précitée seront modifié au tarif mieux repris sur ce document;

Qu'il est dès lors nécessaire d'adapter le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Décide :

De modifier le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs de la manière suivante :

Article 1. A dater du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et pour un terme expirant le 31 décembre 2023, il est établi au profit des habitants et aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est due par la personne physique ou la personne morale qui demande le document.

Article 2. Le montant de cette redevance est fixé comme suit :

#### **A. SECRETARIAT**

La gratuité pour la délivrance des attestations de résidence est d'application étant donné que la redevance communale est de 0,00€.

0,00€ pour la délivrance d'attestations de résidence.

10,00€ pour la délivrance d'une reproduction de plans.

2.500€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de Classe C relative à l'exploitation de jeux de bingos, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.

1.250€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de Classe C relative à l'exploitation des jeux de bingo, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif

au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo.

1.250€ pour la constitution ou le renouvellement d'une convention, en exécution de l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe II, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe B, en vue de permettre à un exploitant de solliciter l'octroi d'une licence de Classe B, ainsi que pour la délivrance par le Bourgmestre de la déclaration préalable à l'octroi de ladite licence. Cette redevance est due à chaque fois qu'une déclaration du Bourgmestre doit être rendue et qu'une nouvelle convention se doit d'être conclue ou renouvelée.

1.250€ pour la constitution ou le renouvellement d'une convention, en exécution de l'article 43/4 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité, en vue de permettre à l'exploitant de solliciter l'octroi d'une licence de Classe F2, ainsi que pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi de ladite licence. Cette redevance est due à chaque fois qu'un avis du Bourgmestre doit être rendu et qu'une nouvelle convention se doit d'être conclue ou renouvelée.

## **B.1. DEMOGRAPHIE – POPULATION**

### 1) Certificats & attestations

Sont délivrés gratuitement les certificats et les attestations car la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € composition de ménage, certificat de résidence, de nationalité, de vie ou d'état civil ;

0,00 € légalisation de signature ou copie conforme ;

0,00 € document de prise en charge pour un partenaire (annexe 3) ;

0,00 € document de prise en charge touriste (annexe 3bis) ;

0,00 € document de prise en charge étudiant (annexe 32).

### 2) Recherches

20,00 € recherche généalogique aux archives (par recherche – les demandes se font par mail) ;

7,00 € recherche d'adresse au moyen du Registre National des Personnes physiques.

### 3) Changements d'adresse

Pour les demandes de changement d'adresse, la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € inscription, mutation dans la commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – annexe 18) ;

0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;

0,00 € réinscription suite à une radiation d'office (mod.2).

#### 4) Cartes d'identité électroniques

Pour la délivrance des cartes d'identités la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection de la carte et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Intérieur. (\*)

#### **Procédure normale de délivrance des cartes d'identité électroniques**

18,30€ carte d'identité électronique (cie Belges, EU, EU+, F, F+) (coût de la confection 16,70€ et la redevance due au SPF – Intérieur (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

18,30€ duplicata de carte d'identité électronique (cie Belges, EU, EU+, F, F+) délivré en cas de vol et en cas de perte.

(coût de la confection 18,30€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

18,80€ carte électronique A, B, C, D, H (coût de la confection 17,20€ et de la redevance due au SPF – Intérieur(\*) + redevance communale 0,00 €) ;

18,80€ duplicata de carte d'identité électronique A, B, C, D, H délivré en cas de vol et en cas de perte.

(coût de la confection 18,80€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### **Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques (cie Belges,A, B, C, D, EU, EU+, F, F+,H)**

111,80€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé (coût de la confection 111,80€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### ***Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques Belges (pas les titres de séjour)***

147,10€ délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF – Intérieur (coût de la confection 147,10€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### 5) Documents d'identité – Enfants de moins de 12 ans – Kids-ID

0,00 € carte de voyage - certificat d'identité (avec photo) ;  
(coût de la confection 0,00 € + redevance communale 0,00 €) ;

7,30€ carte électronique pour les enfants de moins de 12 ans ;  
(coût de la confection 7,30€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*)  
+ redevance communale 0,00 €) ;

7,30€ duplicata de carte d'identité électronique, délivré en cas de vol et en cas de perte ;

(coût de la confection 7,30€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### **Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques pour les**

## **enfants de moins de 12 ans – Kids-ID**

100,80€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé (coût de la confection 100,80€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

### ***Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques pour les enfants de moins de 12 ans – Kids-ID***

136,20€ délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF - Intérieur (coût de la confection 136,20€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### **6) Passeports belges**

Pour la délivrance des passeports belges la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du passeport et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

#### **En procédure normale**

65,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 7 ans) (coût de la confection 65,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

35,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant de moins de 18 ans (validité de 5 ans) coût de la confection 35,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### **En procédure urgente**

240,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 7 ans) (coût de la confection 240,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

210,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant (de moins de 18 ans - validité de 5 ans) (coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### **En procédure extrême urgence**

300,00€ pour la délivrance d'un nouveau passeport pour adulte (à partir de 18 ans - validité de 7 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 300,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

270,00€ pour la délivrance d'un nouveau passeport pour enfant (de moins de 18 ans – validité de 5 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 270,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### **7) Documents de voyage pour étrangers, apatrides et réfugiés**

Pour la délivrance des documents de voyage la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût du titre de voyage et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

#### **En procédure normale**

61,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 2 ans) (coût de la confection 61,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*)

+ redevance communale 0,00 €) ;

41,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant de moins de 18 ans

(validité de 2 ans) coût de la confection 41,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### **En procédure urgente**

230,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 2 ans) (coût de la confection 230,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

210,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant (de moins de 18 ans - validité de 2 ans) (coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

#### **En procédure extrême urgence**

290,00€ pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour adulte

(à partir de 18 ans - validité de 2 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 290,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

270,00€ pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour enfant

(de moins de 18 ans – validité de 2 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 240,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*)

+ redevance communale 0,00 €) ;

#### **8) BUREAU ADMINISTRATIF DES ETRANGERS (non européens et européens)**

##### **Frais d'ouverture de dossier pour établissement**

0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune pour un isolé (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune) ;

0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune si plusieurs personnes (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune).

Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous

##### **Délivrance d'annexes**

0,00 € déclaration d'arrivée – AR du 3/10/81 (annexe 3 et 3ter) ;

0,00 € demande d'autorisation d'établissement (annexe 16) ;

0,00 € attestation de départ (annexe 18) ;

0,00 € document spécial de séjour (annexe 35) ;

0,00 € demande d'autorisation d'établissement de séjour permanent (annexe 22) ;

0,00 € annexe 15 délivrée suite à une radiation d'office avec une demande de réinscription.

##### **Titres d'identité**

0,00 € attestation d'immatriculation (modèle A – annexe 4- AR 08/10/1981).

##### **Documents d'identité – Enfants de moins de 12 ans**

0,00 € Carte de voyage - certificat d'identité (avec photo).

##### **Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au**

### **territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous**

0,00 € accusé de réception pour première introduction d'un article 9 ;

0,00 € accusé de réception pour introductions supplémentaires d'un article 9.

### **Changement d'adresse**

0,00 € inscription, mutation dans la Commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod.2 bis, mod.8 – annexe 18) ;

0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;

0,00 € réinscription suite à une radiation d'office (mod.2).

### **Permis de travail**

0,00 € délivrance du permis de travail.

## **B.2. DEMOGRAPHIE - ETAT CIVIL**

0,00 € extrait d'acte d'État civil ;

20,00 € recherche généalogique aux archives – les demandes se font par e-mail ;

7,00 € droit d'accès aux archives pour un particulier ou une étude effectuant personnellement les recherches ;

20,00 € ouverture de dossier de mariage ;

20,00 € déclaration de cohabitation-légale ;

10,00 € duplicata du carnet de mariage ;

25,00 € ouverture de dossier de nationalité ;

0,00 € envoi du dossier de nationalité à la Chambre ;

135,00 € célébration de cérémonie de mariage en semaine ;

0,00 € célébration de cérémonie de mariage le samedi ;

20,00 € rectification d'erreur(s) matérielle(s) (gratuit en cas d'erreur(s) administrative(s)

prouvée(s) et reconnue(s) ;

00,00 € reconnaissance postnatale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;

00,00 € reconnaissance prénatale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;

00,00 € déclaration de changement de sexe ;

20,00 € ouverture de dossier de mariage à l'étranger – frais de dossier ;

20,00 € ouverture de dossier de cohabitation légale – frais de dossier ;

0,00 € transcription d'un acte étranger.

## **B.3. DEMOGRAPHIE - CASIER JUDICIAIRE**

La gratuité pour la délivrance des certificats de bonne vie & mœurs et de moralité est d'application.

0,00 € certificat de bonne vie & mœurs ;

0,00 € certificat de bonne vie & mœurs, délivré dans le cadre d'une naturalisation ou d'un prêt hypothécaire ;

0,00 € certificat de moralité.

## **B.4. DEMOGRAPHIE - PERMIS DE CONDUIRE**



Pour la délivrance des permis de conduire, la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du permis de conduire et de la redevance due intégralement restituée au SPF – Mobilité. (\*)

1) Permis de conduire provisoire (modèles 1, 2 et 3) ou licences d'apprentissage (modèle 4)

20,00 € pour un permis de conduire provisoire ou une licence d'apprentissage ;  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

2) Permis de conduire permanents (catégories A, B et BE) et/ou limités (catégories C, D, CE et DE)

20,00 € pour un permis de conduire permanent et/ou limité ;  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata, un changement de catégorie, un échange de permis de conduire étranger, etc.  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

3) Permis de conduire internationaux

20,00 € pour un permis de conduire international ;  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

**C. SERVICE URBANISME ET ENVIRONNEMENT – HYGIENE – HORECA**

1) Ouverture de dossiers pour les permis d'urbanisme et les permis d'environnement

80,00 € - Permis d'urbanisme de minime importance et Permis d'environnement de classe III ;

250,00 € - Permis d'urbanisme nécessitant l'avis du fonctionnaire délégué et Permis d'environnement de classe II

350,00 € - Permis d'urbanisme soumis à l'enquête publique + concertation + avis fonctionnaire délégué

Tarifs en vigueur + 500,00 € - Permis de régularisation

50,00 € - duplicata d'un permis.

100,00€ - Délivrance d'attestation urbanistique

## 2) Attestations

100,00 € - Courrier acte de division

100,00 € - Attestation de légalité du nombre de logements.

100,00 € - Attestation hébergement touristique (urbanisme et hygiène)

## 3 ) Ouverture de dossiers relatifs aux débits de boissons, restaurant et tout établissement public assimilé

250,00 € - ouverture, réouverture, reprise, etc. ;

Article 3. §1. Les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilés, de même que les établissements d'utilité publique sont exonérés de la redevance.

§2. Sont également exonérés de la redevance : les documents repris dans les rubriques du présent règlement-redevance qui doivent être délivrés gratuitement par l'Administration Communale.

Article 4. La redevance est payable au moment de la demande du document. La preuve du paiement de la redevance est constatée par un reçu délivré lors du paiement.

Article 5. A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

---

## **Dienst bevolking ; Retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten ; wijziging.**

De Raad,

Gelet op de Grondwet en inzonderheid artikelen 32, 170§4 en 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikel 117 en artikel 137bis ;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen ;

Gelet op het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten van 17 juni 2013 en latere wijzigingen ;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 gewijzigd door het ministerieel besluit van 05 juli 2019 ;

Gelet op de e-mail van 12 oktober 2022 waarin de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken de eID omzendbrief aan de Gemeenten heeft toegezonden ;

Overwegende dat in deze omzendbrief met name wordt gepreciseerd dat in bovengenoemd ministerieel besluit het tarief wordt vastgesteld van de retributies die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2020 ten laste van de gemeenten voor de afgifte van de verschillende categorieën elektronische identiteitskaarten en documenten die in het besluit worden opgesomd ;

Dat op 1 januari van elk jaar, vanaf 1 januari 2020, de bedragen van deze vergoedingen automatisch worden herzien op basis van de schommelingen van de gezondheidsindex ;

Dat bijgevolg vanaf 1 januari 2023 het bedrag van alle administratieve handelingen vermeld op pagina 2 van de bovengenoemde omzendbrief zal worden gewijzigd tegen het tarief dat in dit document wordt vermeld;

Dat het bijgevolg noodzakelijk is om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten aan te passen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

Om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten te wijzigen als volgt :

Artikel 1. Vanaf 1 januari 2023 en voor een periode die eindigt op 31 december 2023 wordt ten gunste van de inwoners en op de hieronder bepaalde voorwaarden een retributie vastgesteld op de aflevering van attesten en andere documenten. De retributie is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon die het document aanvraagt.

Artikel 2. Het bedrag van deze retributie wordt vastgesteld als volgt :

#### **A. SECRETARIAAT**

De kosteloosheid voor de aflevering van attesten van woonst is van toepassing aangezien de gemeentelijke retributie 0,00 € bedraagt.

0,00 € voor de aflevering van attesten van woonst ;

10,00 € voor de aflevering van een kopie van plannen ;

2.500 € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C.

1.250 € € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C, wanneer de vergunningsaanvraag uitdrukkelijk beperkt is tot de uitbating van één enkel bingospel.

1.250€ voor de opstelling of de hernieuwing van een overeenkomst, in uitvoering van artikel 34 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse B, teneinde een exploitant toe te laten om de toekenning te vragen van een vergunning van Klasse B, alsook voor de aflevering door de Burgemeester van de voorafgaande verklaring tot toekenning van deze vergunning. Deze retributie is verschuldigd iedere maal dat een verklaring van de Burgemeester moet worden verstrekt en dat een nieuwe overeenkomst dient te worden gesloten of hernieuwd.

1.250€ voor de opstelling of de hernieuwing van een overeenkomst, in uitvoering van artikel 43/4 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en van artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de vorm van de vergunning klasse F2, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse F2 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan vergunninghouders F2 moeten voldoen inzake beheer en boekhouding, teneinde een exploitant toe te laten om de toekenning te vragen van een vergunning van Klasse F2, alsook voor de aflevering door de Burgemeester van het voorafgaand advies tot toekenning van deze vergunning. Deze retributie is verschuldigd iedere maal dat een advies van de

Burgemeester moet worden verstrekt en dat een nieuwe overeenkomst dient te worden gesloten of hernieuwd.

## **B.1. DEMOGRAFIE – BEVOLKING**

### 1) Certificaten & attesten

Worden gratis afgeleverd certificaten en attesten aangezien de gemeentelijke retributie 0,00 € bedraagt.

0,00 € gezinssamenstelling, attest van woonst, van nationaliteit, van leven of van burgerlijke stand ;

0,00 € wettiging van handtekening of eensluidend afschrift ;

0,00 € document van tenlasteneming voor een partner (bijlage 3) ;

0,00 € document tenlasteneming toerist (bijlage 3bis) ;

0,00 € document tenlasteneming student (bijlage 32).

### 2) Opzoekingen

20,00 € genealogische opzoeking in de archieven (per opzoeking – dienen per mail te worden aangevraagd) ;

7,00 € adresopzoeking met behulp van het Nationaal Register van Natuurlijke Personen.

### 3) Adreswijzigingen

Voor aanvragen tot adreswijziging bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €.

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;

0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot gevolg heeft (mod.2 bis) ;

0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

### 4) Elektronische identiteitskaarten

Voor de aflevering van identiteitskaarten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van de kaart en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Binnenlandse Zaken. (\*)

### **Normale afleveringsprocedure van elektronische identiteitskaarten**

18,30€ elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, EU, EU+, F, F+)

(kostprijs voor de aanmaak 18,30 € en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

18,30€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, EU, EU+, F, F+) afgeleverd in geval van diefstal of verlies.

(kostprijs voor de aanmaak 18,30€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

18,80€ elektronische kaart A, B, C, D, H (kostprijs voor de aanmaak 18,80€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken(\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

18,30€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart A, B, C, D, H afgeleverd in geval van diefstal of verlies.

( kostprijs voor de aanmaak 17,20€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

**Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten (Belgische id.kaarten, A, B, C, D, E, E+, F, F+,H)**

111,80€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme

(aanmaakkost 111,80€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

***Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de Belgische elektronische identiteitskaarten (niet voor de verblijfstitels)***

147,10€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse Zaken

(aanmaakkost 147,10€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

**5) Identiteitsdocumenten – Kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID**

0,00 € reiskaart - identiteitsattest (met foto) ;

(aanmaakkost 0,00 € + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

7,30€ elektronische kaart voor kinderen jonger dan 12 jaar ;

(aanmaakkost 7,30€ en bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

7,30€ duplicaat van elektronische identiteitskaart, afgeleverd in geval van diefstal of verlies ;

(aanmaakkost 7,30€ en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

**Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID**

100,80€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme

(aanmaakkost 100,80€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

***Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID***

136,20€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse Zaken

(aanmaakkost 136,20€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

**6) Belgische paspoorten**

Voor de aflevering van Belgische paspoorten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het paspoort en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Buitenlandse Zaken.

### **Normale procedure**

65,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene (vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar) (aanmaakkost 65,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;  
35,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind jonger dan 18 jaar (geldigheid 5 jaar)  
aanmaakkost 35,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **Dringende procedure**

240,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene (vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar)  
(aanmaakkost 240,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;  
210,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind (van jonger dan 18 jaar - geldigheid 5 jaar)  
(aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **Uiterst dringende procedure**

300,00€ voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene (vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11  
(aanmaakkost 300,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

270,00€ voor de aflevering van een nieuwe paspoort voor een kind (jonger dan 18 jaar – geldigheid 5 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11  
(aanmaakkost 270,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **7) Reisdocumenten voor vreemdelingen, staatlozen en vluchtelingen**

Voor de aflevering van reisdocumenten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het reisdocument en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Buitenlandse Zaken.

### **Normale procedure**

61,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene (vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)  
(aanmaakkost 61,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;  
41,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind jonger dan 18 jaar  
(geldigheid 2 jaar)

aanmaakkost 41,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **Dringende procedure**

230,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene (vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)  
(aanmaakkost 230,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;

210,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind (jonger dan 18 jaar - geldigheid 2 jaar)  
(aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **Uiterst dringende procedure**

290,00€ voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene (vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11  
(aanmaakkost 290,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

270,00€ voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind (jonger dan 18 jaar - geldigheid 2 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11  
(aanmaakkost 240,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **8 ) ADMINISTRATIEF BUREAU VOOR VREEMDELINGEN (niet- Europees en Europees)**

#### **Openingskosten voor een vestigingsdossier**

0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente voor een alleenstaande (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere Gemeente) ;

0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente indien meerdere personen (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere Gemeente).

Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hieronder opgesomd

#### **Afgifte van bijlagen**

0,00 € aankomstverklaring – KB van 3/10/81 (bijlage 3 en 3ter) ;

0,00 € toelatingsattest van vestiging (bijlage 16) ;  
0,00 € attest van vertrek (bijlage 18) ;  
0,00 € bijzonder document van verblijf (bijlage 35) ;  
0,00 € toelatingsattest van vestiging voor permanent verblijf (bijlage 22) ;  
0,00 € bijlage 15 afgeleverd naar aanleiding van een schrapping van ambtswege met  
aanvraag tot herinschrijving.

### **Identiteitsbewijzen**

0,00 € attest van inschrijving (model A – bijlage 4- KB 08/10/1981).

### **Identiteitsdocument – Kinderen jonger dan 12 jaar**

0,00 € Reiskaart - identiteitsattest (met foto).

### **Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hieronder opgesomd**

0,00 € ontvangstbewijs voor een eerste indiening van een artikel 9 ;  
0,00 € ontvangstbewijs voor bijkomende indieningen van een artikel 9 .

### **Adreswijziging**

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland  
(mod.2, mod.2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;  
0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot  
gevolg heeft (mod.2 bis) ;  
0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

### **Arbeidsvergunning**

0,00 € aflevering van arbeidsvergunning.

## **B.2. DEMOGRAFIE – BURGERLIJKE STAND**

0,00 € uittreksel van akte van de Burgerlijke stand ;  
20,00 € genealogische opzoeking in de archieven – worden per e-mail aangevraagd ;  
7,00 € toegangsrecht tot de archieven voor een particulier of een studie waarbij men  
zelf het opzoekingswerk doet ;  
20,00 € opening van een huwelijksdossier ;  
20,00 € verklaring van wettelijke samenleving ;  
10,00 € duplicaat van het trouwboekje ;  
25,00 € opening van een nationaliteitsdossier ;  
0,00 € verzending van een nationaliteitsdossier naar de Kamer ;  
135,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid tijdens de week ;  
0,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid op zaterdag ;  
20,00 € verbetering van de materiële vergissingen (gratis in geval van bewijsbare en  
erkende administratieve vergissingen(en)) ;



00,00 € postnatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;  
00,00 € prenatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;  
00,00 € verklaring van geslachtswijziging ;  
20,00 € opening van een huwelijksdossier in het buitenland – dossierkosten ;  
20,00 € opening van een wettelijk samenlevingsdossier – dossierkosten ;  
0,00 € inschrijving van een vreemdelingenakte.

### **B.3. DEMOGRAFIE - STRAFREGISTER**

De kosteloosheid voor de aflevering van getuigschriften van goed gedrag en zeden en van goed gedrag is van toepassing.

0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden ;  
0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden, afgeleverd in het kader van een naturalisatie of een hypotheek ;  
0,00 € bewijs van goed gedrag.

### **B.4. DEMOGRAFIE - RIJBEWIJS**

Voor de aflevering van rijbewijzen bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het rijbewijs en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Mobiliteit. (\*)

#### 1) Voorlopige rijbewijzen (model 1, 2 en 3) of leervergunningen (model 4)

20,00 € voor een voorlopig rijbewijs of een leervergunning ;  
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;  
20,00 € voor een afschrift.  
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### 2) Definitieve rijbewijzen (categorie A, B en BE) en/of beperkt (categorie C, D, CE en DE)

20,00 € voor een definitief en/of beperkt rijbewijs ;  
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;  
20,00 € voor een afschrift, een verandering van categorie, een omwisseling van buitenlands rijbewijs enz .  
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### 3) Internationale rijbewijzen

20,00 € voor een internationaal rijbewijs ;  
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;  
20,00 € voor een afschrift.  
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

## C. DIENST STEDENBOUW EN LEEFMILIEU – HYGIENE – HORECA

### 1) Opening van dossiers voor stedenbouwkundige en milieuvergunningen

80,00 € - Stedenbouwkundige vergunning van gering belang en Milieuvergunning van klasse III ;

250,00 € - Stedenbouwkundige vergunning waarbij het advies van de gemachtigde ambtenaar noodzakelijk is en Milieuvergunning van klasse II

350,00 € - Stedenbouwkundige vergunning onderworpen aan een openbaar onderzoek + overleg + advies gemachtigde ambtenaar

Geldende tarieven + 500,00 € - Regularisatievergunning

50,00 € - duplicaat van een vergunning.

100,00€ - Aflevering van een stedenbouwkundig attest

### 2) Attesten

100,00 € - Brief verdelingsakte

100,00 € - Attest van wettelijkheid van het aantal woningen.

100,00 € - Attest toeristische logies (stedenbouw en hygiëne)

### 3) Opening van dossiers betreffende het debiet van dranken, restaurant en iedere gelijkgestelde openbare vestiging

250,00 € - opening, heropening, overname, enz. ;

Artikel 3. §1. De gerechtelijke overheid, de openbare besturen en de hiermee gelijkgestelde instellingen, evenals de vestigingen van openbaar nut zijn vrijgesteld van de retributie.

§2. Zijn eveneens vrijgesteld van retributie : de documenten vermeld in de rubrieken van dit retributiereglement die gratis dienen te worden afgeleverd door het Gemeentebestuur.

Artikel 4. De retributie is betaalbaar op het moment van de aanvraag van het document. Het betalingsbewijs van de retributie wordt vastgesteld door een ontvangstbewijs afgeleverd bij de betaling.

---

21.12.2022/A/0012 **Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques – IPP – pour l'exercice 2023.**

Le Conseil,

Vu le Code des Impôts sur les Revenus et notamment les articles 465 à 469 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment les articles 117 et 260 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi pour l'exercice 2023 un impôt communal additionnel à l'impôt des personnes physiques qui sont imposables dans la commune au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice;

**Article 2** : La taxe est fixée à 6,5 % de la partie calculée conformément aux articles 466 et 466bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992 (comme stipulé à l'article 468 du Code des Impôts sur les Revenus 1992), de l'impôt des personnes physiques dû à l'État pour le même exercice.

---

**Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting voor het dienstjaar 2023.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, meer bepaald de artikelen 465 tot 469 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald de artikelen 117 en 260 ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

**Artikel 1** : Er wordt voor het dienstjaar 2023 een aanvullende belasting geheven op de belasting op de natuurlijke personen die, op 1 januari van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar, in de gemeente belastbaar zijn.

**Artikel 2** : De belasting wordt vastgesteld op 6,5 % van het volgens artikelen 466 en 466bis van het Wetboek van Inkomstenbelasting van 1992 (zoals gesteld in artikel 468 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992), berekend gedeelte van de aan het Rijk voor hetzelfde dienstjaar verschuldigde personenbelasting.

---

21.12.2022/A/0013 **Centimes additionnels communaux au précompte immobilier – PRI – pour l'exercice 2023**

Le Conseil,

Vu le Code des Impôts sur les Revenus et notamment l'article 464 / 1 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment les articles 117 et 260 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Arrête :

**Article unique** : Il est établi pour l'exercice 2023, 2980 centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

---

**Gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2023.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, meer bepaald artikel 464 / 1 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald de artikelen 117 en 260 ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

**Enig artikel** : Er worden voor het dienstjaar 2023, 2980 gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing geheven.

---

21.12.2022/A/0014 **Centimes additionnels à la Taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique ; Renouvellement pour l'exercice 2023.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'Ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/2;

Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide :

**Article 1** : Il est établi, au profit de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, pour l'exercice 2023, 4.384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

**Article 2** : l'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles-Fiscalité.

**Article 3** : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

---

**Opcntiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies ; Hernieuwing voor het dienstjaar 2023.**

De Raad,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet ;  
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;  
Gelet op de Ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13 ;  
Gelet op de Ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII et VIII van Titel I en latere wijzigingen ;  
Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen ;  
Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/2;  
Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

**Artikel 1** : Er worden voor het aanslagjaar 2023 ten voordele van de Gemeente van Sint-Joost-ten-Node, 4.384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

**Artikel 2** : De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

**Artikel 3** : Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

---

21.12.2022/A/0015 **Budget communal pour l'exercice 2023; douzièmes provisoires n°1.**

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant du Collège :  
Saint-Josse-ten-Noode, le 06 décembre 2022.

Mesdames, Messieurs,

L'état actuel des travaux d'élaboration du budget pour l'exercice 2023 ne nous permet pas de vous présenter ce document.

Dès lors, afin d'assurer le paiement des dépenses émergeant au budget ordinaire de l'exercice 2023, il est indispensable que six douzièmes provisoires soient mis à la disposition du Collège échevinal.

En conséquence, en application de l'article 14 de l'arrêté du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous proposer de voter six douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février, mars, avril, mai et juin 2023.

---

## Gemeentelijke begroting voor het dienstjaar 2023; voorlopige twaalfden nr1.

Volgens de dagorde dient volgend Collegeverslag onderzocht :  
Sint-Joost-ten-Node, 6 december 2022.

Mevrouwen, Mijne Heren,

De huidige staat der werken met het oog op het opstellen van de begroting voor het dienstjaar 2023, laat ons nog niet toe U dit document voor te leggen.

Dus, opdat we de betalingen van de gewone uitgaven betreffende het dienstjaar 2023 zouden kunnen verder uitvoeren, is het onontbeerlijk dat zes voorlopige twaalfden zouden ter beschikking gesteld worden van het Schepencollege.

Bijgevolg, bij toepassing van artikel 14 van het koninklijke besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding, hebben wij de eer U voor te stellen zes voorlopige twaalfden te stemmen voor de maanden januari, februari, maart, april, mei en juni 2023.

---

### 21.12.2022/A/0016 Notre Quartier asbl; subside 2022; octroi.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions versées aux associations en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 juin 2022, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2022;

Vu l'approbation du budget communal ordinaire de l'exercice 2022 par l'autorité de Tutelle en date du 17 août 2022;

Vu la désignation des bénéficiaires des subsides communaux pour l'année 2022 et la fixation des montants par le Conseil communal en date du 14 septembre 2022;

Considérant que le montant inscrit au budget communal à titre de subside à l'asbl Notre Quartier pour l'exercice 2022, sous l'article 8401/332-02, s'élève à 16.800 €;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant que par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, le subside concerné de 16.800 € sera liquidé en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu, soit 13.440 €, du subside concerné ;
- le solde de 20%, soit 3.360 €, sera liquidé après réception, au plus tard le 31 mai 2023, des pièces justificatives des 100% de la subvention;

Décide :

d'octroyer un subside de 16.800 € au nom de l'asbl Notre Quartier, rue Verte 37 à 1210 Saint-Josse-ten-Node, sur le numéro de compte BE13 5230 8136 9739 sous la référence "subvention Notre Quartier 2022", sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu, soit 13.440 €, en une fois ;
- le solde de 20%, soit 3.360 €, sera liquidé après réception des pièces justificatives des 100% de la subvention;

**Vzw "Notre Quartier"; subsidie 2022; toekenning.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies aan verenigingen ter bevordering van activiteiten van algemeen nut;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 juni 2022, houdende goedkeuring van de gewone begroting voor het dienstjaar 2022;

Gelet op de goedkeuring van de gewone gemeentelijke begroting voor het begrotingsjaar 2022 door de Toezichthoudende overheid op 17 augustus 2022;

Gelet op de aanduiding van de begunstigen van gemeentelijke subsidies voor het jaar 2022 en de vaststelling van de bedragen door de Gemeenteraad op 14 september 2022;

Overwegende dat het bedrag opgenomen in de gemeentelijke begroting als subsidie aan de vzw Notre Quartier voor het jaar 2022, onder artikel 8401/332-02, 16.800 € bedraagt;

Overwegende dat de subsidie uitsluitend bestemd is voor de doelstellingen van bovengenoemde vereniging overeenkomstig artikel 3 en 4 van de wet van 14 november 1983;

Overwegende dat, in afwijking van het Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning en de controle op het gebruik van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 juni 2008, de betreffende subsidie van 16.800 € in twee maal zal worden uitbetaald, en wel als volgt :

- 80% van het voorziene bedrag, hetzij 13.440 €, van de betreffende subsidie;
- het saldo van 20%, hetzij 3.360 €, zal worden betaald na ontvangst, uiterlijk op 31 mei 2023, van de bewijsstukken voor 100% van de subsidie;

Beslist :

om een subsidie van 16.800 € toe te kennen op naam van de vzw Notre Quartier, Groenstraat 37 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, op rekeningnummer BE13 5230 8136 9739 met referentie "subsidie Notre Quartier 2022" onder voorbehoud van teruggave van het niet-verantwoorde deel van de subsidie, overeenkomstig artikel 7, lid 1 en 2 van de wet van 14 november 1983;

om in afwijking van het Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning en de controle op het gebruik van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad van 18 juni 2008, de betaling van de subsidie in 2 maal toe te staan, en wel als volgt :

- 80% van het voorziene bedrag, hetzij 13.440 €, van de betreffende subsidie ;
- het saldo van 20%, hetzij 3.360 €, wordt betaald na ontvangst van de bewijsstukken voor 100% van de subsidie;

om de uitgaven te boeken op artikel 8401/332-02 van de gewone begroting 2022.

---

21.12.2022/A/0017 **Association de jeunesse; octroi de subsides pour 2022.**

Le Conseil,

Vu l'examen du rapport du Conseil communal du 14 septembre 2022, allouant un crédit de 9600 € inscrit à l'article 7612/332/02 au service ordinaire du budget 2022;

Attendu que le crédit est disponible;

Vu la proposition du Collège d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales ayant rentré le formulaire de demande attestant des activités pour les jeunes, dont :

Gemeenschapscentrum Ten Noey  
rue de la Commune, 25 à 1210 Bruxelles  
Responsable : M. Moyersoen Patrick  
7612/332/02 : 1600 €

Décide :

D'allouer les subsides à l'association telle que détaillée ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2022.

---

**Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2022.**

De Raad,

Gezien het onderzoek van het Gemeenteraad van 14 september 2022, dat een krediet van 9600 € inschrijft op het artikel 7612/332/02 van de gewone dienst van de begroting 2022;

Aangezien het krediet beschikbaar is;

Gezien het voorstel van het College dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen die het aanvraagformulier aangaande de activiteiten voor de jongeren, hebben ingediend, waaronder :

Gemeenschapscentrum Ten Noey  
Gemeentestraat n°25, 1210 Brussel  
Verantwoordelijke : Mijnheer Moyersoen Patrick  
7612/332/02 : 1600 €

Beslist :

De subsidies aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2022.

---

21.12.2022/A/0018 **Premier appel à candidatures à une fonction de directeur/trice dans une école fondamentale ordinaire; Admission au stage; Commission de sélection; Report.**



Le Conseil,

Vu les décrets de la Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles) du 6 juin 1994, du 2 février 2007, du 17 octobre 2013, du 14 mars 2019 et leurs modifications;

Vu la nouvelle loi communale;

Vu ses délibérations des 14 septembre et 19 octobre 2022 relatifs à l'appel à candidatures à une fonction de directeur/trice stagiaire dans une école fondamentale ordinaire (Ecole Joseph Delclef);

Vu le cadre légal pour la sélection à une fonction de directeur/trice stagiaire dans une école fondamentale ordinaire (Ecole Joseph Delclef);

Considérant la clôture des appels à candidatures et la constitution de la Commission de sélection adhoc chargée de la sélection de candidats dans ce cadre;

Considérant l'absence de Conseiller/ère pédagogique qui est l'expert(e) pédagogique du Pouvoir Organisateur le représentant au sein de ladite Commission et chargé(e) de son organisation;

Considérant que de ce fait ladite Commission ne peut être valablement constituée conformément au cadre légal requis;

Décide:

de reporter "sine die" la Commission de sélection adhoc, chargée de la sélection à une fonction de directeur/trice stagiaire dans une école fondamentale ordinaire (Ecole Joseph Declef), dans la mesure où, ladite Commission ne peut être valablement constituée conformément au cadre légal requis notamment du fait de l'absence de Conseiller/ère pédagogique qui est l'expert(e) pédagogique du Pouvoir Organisateur le représentant en son sein et chargé(e) de cette organisation.

---

21.12.2022/A/0019 **Conclusion d'une convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles du réseau d'enseignement libre confessionnel de Saint-Josse-ten-Noode dans le cadre du décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux – Année 2022 – Révision**

Le Conseil,

Vu sa décision du 19 octobre 2022 autorisant la conclusion d'une convention pour l'année 2022, entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles du réseau d'enseignement libre confessionnel de Saint-Josse-ten-Noode, dans le cadre du décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux ;

Vu la nécessité de revoir la répartition de l'enveloppe budgétaire de 75.000 € octroyés en 2022 sur base des chiffres de la population scolaire au 15 janvier 2022 ;

Vu la nécessité de revoir la convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles du réseau d'enseignement libre confessionnel présentes sur ledit territoire en vue de répondre à cette nouvelle répartition ;

Décide :

- de revoir la convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles fondamentales libres confessionnelles de Saint-Josse-ten-Noode, à savoir, Institut La Sagesse-Philomène, l'Institut des Dames de Marie et l'Institut Saint-Louis ;

- de revoir la répartition de l'octroi d'un avantage social, pour l'année 2022 (du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022 et du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2022), aux écoles fondamentales libres confessionnelles pour la rémunération des surveillants de garderie recrutés par les Pouvoirs organisateurs desdites écoles, de la manière suivante :

- **Institut La Sagesse-Philomène**, rue Potagère 74 à 1210 Bruxelles, compte de l'asbl Institut de la Sagesse : BE13 7320 0814 6839.

Avance sur la rémunération de 2 surveillant(e)s de garderie 25 heures par semaine : **36.400 €**

- **Institut des Dames de Marie**, chaussée de Haecht 68, compte de l'Institut des Dames de Marie : BE86 1915 3109 3150.

Avance sur la rémunération de 2 surveillant(e)s de garderie 25 heures par semaine: **22.000 €**

- **Institut Saint-Louis**, rue de Verviers 18, compte de la section primaire Saint-Louis : BE 068-2142494-82

Avance sur la rémunération de 3 surveillant(e)s de garderie mi-temps : **16.600 €**

**Montant total : 75.000 €**

Article budgétaire 7020/443/01 de l'exercice 2022.

---

21.12.2022/A/0020 **Convention entre la Commune et l'A.I.S.S.J. asbl - 2022**

Le Conseil communal,

Vu l'octroi annuel par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles de moyens financiers aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin qu'elles puissent mener à bien des actions complémentaires destinées à atteindre plus efficacement et équitablement les objectifs visés par le Décret Missions et en particulier celui d'assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ;

Vu la nécessité pour les écoles fondamentales et secondaire communales ainsi que pour le Livre Animé de pouvoir disposer des moyens financiers complémentaires non-budgétisés sur le budget communal et qui leur sont annuellement octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles (Encadrement différencié, Aide spécifique aux Directions, Gratuité,...) afin de leur permettre d'atteindre les objectifs précités ;

Revues les deux Décisions du Conseil communal du 12/12/2012 ;

Vu le nouveau projet de Convention établie entre l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode et l'A.I.S.S.J. asbl et qui règle les modalités de transfert à l'A.I.S.S.J. asbl des moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin que l'A.I.S.S.J. asbl reverse sur le compte bancaire des écoles, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé ;

Décide :

De ratifier la Convention 2022 établie entre l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode et l'A.I.S.S.J. asbl qui règle les modalités de transfert à l'A.I.S.S.J. asbl des moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin que l'A.I.S.S.J. asbl les reverse sur le compte bancaire des écoles, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé.

---

21.12.2022/A/0021 **Fabrique d'Eglise Saint-Josse, budget de l'exercice 2021**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'Eglises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1<sup>er</sup> de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique d'église Saint-Josse voté par son Conseil de Fabrique;

Considérant qu'après vérification comptable, il y a lieu de modifier le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Josse comme suit :

- Inscrire à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte), un montant de **63.364,51 €** au lieu de 35.595,30 €. Considérant que la commune de Saint-Josse a payé sa part de l'intervention communale 2019 en 2021, pour un montant de 40.131,15€ et afin d'éviter d'augmenter artificiellement l'intervention communale dans le budget 2021 via le résultat présumé 2020;
- Inscrire à l'article 20 des recettes extraordinaires (excédent présumé de l'exercice courant), un montant de zéro € au lieu de 32.489,20€ ;
- Inscrire à l'article 25 des subsides extraordinaires de la commune, un montant de zéro au lieu de 131.440€ ;
- Inscrire à l'article 26 des subsides extraordinaires de la Région, un montant de zéro au lieu de 524.341,60€ ;
- Inscrire à l'article 52 des dépenses extraordinaires (déficit présumé de l'exercice courant) un montant de 1.249,51€ au lieu de zéro € ;
- Inscrire à l'article grosses réparations ou la construction de l'église, un montant de zéro au lieu de 6.000€ ;
- Inscrire à l'article 61 autres dépenses extraordinaires, un montant de zéro au lieu de 655.751,60€;

Considérant qu'après vérification comptable, le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Josse, peut se résumer comme suit :

Recettes: 69.364,51 €

Dépenses : 69.364,51 €

Considérant que l'équilibre n'est toutefois atteint que par les inscriptions en recettes d'un subside ordinaire de 63.364,51 € dont 40.131,15 € à déjà été versé, ce qui résume que l'intervention de l'année 2021 correspond à **23.233,36€** (63.364,51€ - 40.131,15€);

Considérant que les montants précités devront donc être supportés en vertu de la loi, par notre Commune et par la Ville de Bruxelles, suivant le mode de calcul ci-dessous:

### Ordinaire

$$\bullet \bullet \underline{23.233,36 \text{ €} \times 13.451 \text{ (habitants de SJTN)}} = \mathbf{17.840,49\text{€}}$$

17.517 (nombre total des paroissiens)

$$\bullet \bullet \underline{23.233,36 \text{ €} \times 4.066 \text{ (habitants de Bruxelles)}} = 5.392,87\text{€}$$

17.517 (nombre total des paroissiens)

Considérant que la circonscription de la Fabrique d'église de Saint-Josse s'étend en partie sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode, ainsi que sur le territoire de la Ville de Bruxelles ;

Décide :

D'allouer à la Fabrique d'Eglise de Saint-Josse-Ten-Noode, un subside ordinaire de **17.840,49€** et d'imputer cette dépense à l'article 7900/435/01 du budget communal ordinaire de l'exercice 2021.

---

### **Kerkfabriek Sint-Joost, begroting van het dienstjaar 2021**

De Gemeenteraad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, betreffende de Kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, in het bijzonder het artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 over diverse hervormingen, krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 betreffende de overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, §1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek van Sint-Joost, goedgekeurd door haar Bestuursraad;

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht de begroting 2021 van de Kerkfabriek van Sint-Joost als volgt gewijzigd moet worden:

- Op artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor gewone kosten van eredienst), een bedrag inschrijven van **63.364,51 €** in plaats van 35.595,30 €. Overwegende dat de gemeente Sint-Joost haar deel van de gemeentelijke bijdrage 2019 heeft betaald in 2021, een bedrag van 40.131,15€ , en teneinde te voorkomen dat de gemeentelijke bijdrage in de begroting 2021 kunstmatig wordt verhoogd via het geraamde resultaat van 2020.
- Op artikel 20 van de buitengewone ontvangsten (geraamd overschot van het lopende dienstjaar), een bedrag van nul € inschrijven in plaats van 32.489,20€;
- Op artikel 25 van de buitengewone subsidies van de gemeente een bedrag van

nul inschrijven in plaats van 131.440€ ;

- Op artikel 26 van de buitengewone subsidies van het Gewest een bedrag van nul inschrijven in plaats van 524.341,60€ ;
- Op artikel 52 van de buitengewone uitgaven (geraamd tekort van het lopende dienstjaar) een bedrag inschrijven van 1.249,51€ in plaats van nul € ;
- Op het artikel grote herstellingen of bouw van de kerk een bedrag inschrijven van nul in plaats van 6.000€ ;
- Op artikel 61 andere buitengewone uitgaven een bedrag van nul inschrijven in plaats van 655.751,60€;

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht, de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek van Sint-Joost als volgt samengevat kan worden :

Ontvangsten : 69.364,51 €

Uitgaven : 69.364,51 €

Overwegende dat het evenwicht echter enkel wordt bereikt door een inschrijving in de ontvangsten van een gewone subsidie van 63.364,51 € waarvan 40.131,15 € reeds werd gestort, hetgeen de tussenkomst van het jaar 2021 op **23.233,36€** brengt (63.364,51€ - 40.131,15€);

Overwegende dat de voornoemde bedragen dus krachtens de wet door onze Gemeente en door de Stad Brussel gedragen zullen moeten worden, volgens de hieronder vermelde berekeningswijze :

**Gewone**

- • 23.233,36 € x 13.451 (inwoners van SJTN) = **17.840,49€**  
17.517 (totaal aantal parochianen)
- • 23.233,36 € x 4.066 (inwoners van Brussel) = 5.392,87€  
17.517 (totaal aantal parochianen)

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de Kerkfabriek van Sint-Joost zich gedeeltelijk over het grondgebied van de Gemeente van Sint-Joost-Ten-Node en van de Stad Brussel uitstrekt;

Beslist :

Om een de Kerkfabriek van Sint-Joost-Ten-Node een gewone subsidie van **17.840,49€** toe te kennen en deze uitgave te boeken op artikel 7900/435/01 van de gewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2021.

---

21.12.2022/A/0022 **Fabrique d'église Saint-Josse, compte de l'exercice 2021**

LE CONSEIL COMMUNAL ,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par

l'ordonnance  
du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet  
2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;  
Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1<sup>er</sup> de la Nouvelle Loi communale ;  
Vu le compte de l'exercice 2021 de la Fabrique d'église Saint-Josse, voté par son  
conseil de Fabrique;

Considérant qu'après vérification comptable, le compte de l'exercice 2021, approuvé  
par le Conseil de Fabrique peut se résumer comme suit :

<u>Compte</u>	<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédant</u>
2021	61.894,25 €	31.937,94 €	29.956,91 €

Considérant que la circonscription de la Fabrique d'église de Saint-Josse s'étend en  
partie sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode, ainsi que sur le  
territoire de la Ville de Bruxelles ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation par l'Autorité de tutelle au compte de  
l'exercice 2021 de la Fabrique d'église Saint-Josse, sise rue Saint-Josse 62 à 1210  
Saint-Josse-Ten-Noode.

---

#### **Kerkfabriek Sint-Joost, rekening van dienstjaar 2021**

DE GEMEENTERAAD ,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de Kerkfabrieken,  
gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004;  
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensden, inzonderheid  
artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse  
hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van  
diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;  
Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, § 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;  
Gelet op de rekening van dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Joost, gestemd door  
haar Fabrieksraad;

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht de rekening van dienstjaar 2021,  
goedgekeurd door de Fabrieksraad kan worden samengevat als volgt :

<u>Rekening</u>	<u>Inkomsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
2021	61.894,25 €	31.937,94 €	29.956,91 €

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de Kerkfabriek van Sint-Joost zich  
gedeeltelijk over het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node alsook op het  
grondgebied van de Stad Brussel uitstrekt ;

BESLIST :

Om een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring door de Toezichthoudende  
overheid van de rekening van dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Joost, gelegen

---

21.12.2022/A/0023 **Fabrique d'Église Sainte-Marie, compte de l'exercice 2021**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1<sup>er</sup> de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le compte de l'exercice 2021 de la Fabrique d'Église Sainte Marie, voté par son conseil de Fabrique en date du 11 mai 2022 ;

Considérant que le compte de l'exercice 2021 de la Fabrique d'Église Sainte-Marie peut se résumer comme suit :

<u>Compte</u>	<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Déficit</u>
2021	236.640,37€	106.754,80€	129.885,57€

Considérant que la circonscription de la paroisse de la Fabrique d'Église Sainte Marie s'étend en partie sur le territoire de la Commune de Schaerbeek, ainsi que sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode ;

Décide :

D'aviser favorablement le compte de l'exercice 2021 de la Fabrique d'Église Sainte Marie.

---

**Kerkfabriek van Sint-Maria, rekening van het dienstjaar 2021**

De Gemeenteraad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, betreffende de Kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, in het bijzonder het artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 over diverse hervormingen, krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 betreffende de overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, §1er van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek van Sint-Maria gestemd door haar Fabrieksraad van 11 mei 2022.

Overwegende dat de rekening van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek van Sint-Maria als volgt kan samengevat worden:

<u>Rekening</u>	<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
2021	236.640,37€	106.754,80€	129.885,57€

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de parochie van de kerkfabriek Sint-Maria zich gedeeltelijk over het grondgebied van de gemeente Schaarbeek en van de

Gemeente Sint-Joost-ten-Node uitstrekt;

Beslist :

Om een gunstig advies uit te brengen over de rekening van dienstjaar 2021 van de kerkfabriek van Sint-Maria.

---

21.12.2022/A/0024 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup>a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

---

**Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup>a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

---

21.12.2022/A/0025 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver ces dépenses :

#014/22.11.2022/B/0033# :



Rénovation 21 : St François 17a (2 log) - St François 57 - Louvain 213 - Potagère 77 - Botanique 79 - Quetelet 6 ; Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

#014/22.11.2022/B/0033# :

Rénovation 19 - Différents logements ; Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 249 §1 de la Nouvelle loi communale (Budget)

---

**Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/22.11.2022/B/0033# :

Renovatie 21: St Franciscusstraat 17a (2 app) - St Franciscusstraat 57 - Leuvensesteenweg 213 - Waarmoesstraat 77 - Kruidtuinstraat 79 - Quetelet 6; Goedkeuring van de toewijzing en voorwaarden - Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/22.11.2022/B/0033# :

Renovatie 19 - Verschillende huisvesting ; Goedkeuring van toekenning en voorwaarden.

---

21.12.2022/A/0026 **Ne tournons pas autour du pot ! Le bien-être de l'enfant à l'école passe aussi par des sanitaires scolaires propres et adaptés; interpellation introduite par Mme Malika Mhadi, Conseillère communale.**

---

21.12.2022/A/0027 **Maison des cultures : état des lieux des travaux, programmes à venir, coût opérationnel et subsides ; interpellation introduite par Mme Elodie Cornez, Conseillère communale.**

---

21.12.2022/A/0028 **Wintertime 2022 à Saint-Josse; interpellation introduite par M. Yves Bassambi, Conseiller communal.**

---

21.12.2022/A/0047 **Ordonnance de police du Bourgmestre du 15 décembre 2022 ; confirmation.**

Le Conseil,  
Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment en ses articles 97 et 134 ;  
Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 15 décembre 2022 ;  
Vu le courriel de communication notifié à l'ensemble des conseillers communaux le 15 décembre 2022 ;  
Considérant que l'ordonnance précitée cessera immédiatement de produire ses effets si elle n'est pas confirmée par le Conseil communal en sa plus prochaine séance ;  
Considérant que la plus prochaine réunion du Conseil communal était prévue durant le mois de janvier 2023 ;  
Considérant toutefois que la séance du Conseil communal prévue le 14 décembre 2022 a été reportée au 21 décembre 2022 ;  
Considérant par conséquent que c'est à cette séance que doit être soumise la présente ordonnance bien que l'ordre du jour ait été clôturé ;  
Qu'en effet l'article 97 de la Nouvelle Loi Communale prévoit qu'aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger ; que tel est le cas en l'espèce dès lors que si l'ordonnance n'est pas confirmée, celle-ci cessera immédiatement de produire ses effets ;  
Considérant que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être communiquée au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; que ce délai est en tout état de cause respecté en l'espèce ;  
Qu'il convient donc pour le Conseil communal de confirmer l'ordonnance dont question ;

Décide :

- De confirmer l'ordonnance de police du Bourgmestre du 15 décembre 2022.

---

### **Politieverordening van de Burgemeester van 15 december 2022 ; bevestiging.**

De Raad,  
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 97 en 134 ;  
Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 15 december 2022 ;  
Gelet op de communicatie per e-mail meegedeeld aan alle gemeenteraadsleden op 15 december 2022 ;  
Overwegende dat bovenvermelde verordening onmiddellijk vervalt indien deze niet wordt bevestigd door de Gemeenteraad tijdens haar volgende zitting ;  
Overwegende dat de volgende vergadering van de Gemeenteraad was voorzien tijdens de maand januari 2023 ;  
Overwegende evenwel dat de zitting van de Gemeenteraad voorzien op 14 december 2022 werd uitgesteld tot 21 december 2022 ;  
Overwegende bijgevolg dat de onderhavige verordening in deze zitting moet worden voorgelegd, ook al is de dagorde gesloten ;  
Dat artikel 97 van de Nieuwe Gemeentewet immers bepaalt dat geen enkel onderwerp buiten de dagorde mag worden behandeld, behalve in dringende gevallen waarbij de geringste vertraging gevaar zou kunnen opleveren; dat dit hier het geval is, aangezien de verordening bij niet-bevestiging onmiddellijk vervalt ;  
Overwegende dat elk voorstel buiten de dagorde ten minste vijf volle dagen vóór de vergadering moet worden meegedeeld; dat deze termijn hier in elk geval in acht wordt genomen ;  
Dat het dus aangewezen is dat de Gemeenteraad de desbetreffende verordening bevestigt ;

Beslist :

- Om de politieverordening van de Burgemeester genomen op 15 december 2022 te bevestigen.